



**AUDIT EUREX**

Société de  
commissaires aux  
comptes inscrite sur  
la liste nationale des  
commissaires aux  
comptes de la CRCC  
de Paris

**Association d'Action Sociale en faveur des personnels de la ville de Paris  
et du département de Paris**

**A S P P**

**Association à but non lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**35, Boulevard Sébastopol**

**75001 PARIS**

-----

**Assemblée Générale**

**Du 20 Juin 2024**

**Statuant sur les comptes de l'exercice  
du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023**

-----

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

-----

---

**AUDIT EUREX**

Société par actions simplifiée au capital de 44.000 euros - Siren n° 340 900 422 RCS Paris

TVA FR 14 340 900 422 - Code Naf 6920 Z

Siège Social : 28 rue Notre Dame des Victoires - 75002 Paris - Tél : 01 56 69 37 37

E.mail : [audit.eurex@eurex.fr](mailto:audit.eurex@eurex.fr) - [www.eurex.fr](http://www.eurex.fr)

Aux membres de l'Association ASPP

## **1 - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A S P P, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **2 - Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### 3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### 4 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 3 juin 2024

AUDIT EUREX  
Société de Commissaires aux Comptes  
Valérie MASSOT  
Associée



## **Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## BILAN (K€)

ACTIF	Exercice N 2022			Exercice N-1
	Brut	Amort./Dép.	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations Temporaires d'usufruit, concessions, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 429	1 075	354	478
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	34 797	27 902	6 895	7 732
Immobilisations corporelles en cours	208		208	77
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	147		147	137
<b>Total I</b>	<b>36 581</b>	<b>28 977</b>	<b>7 604</b>	<b>8 424</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	298		298	326
Créances	9		9	15
Créances clients, usagers et comptes rattachés	300		300	325
Créances reçues par legs ou donations Autres				
Autres	249		249	297
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 071		6 071	6 108
Charges constatées d'avance	95		95	217
<b>Total II</b>	<b>7 022</b>	<b>0</b>	<b>7 022</b>	<b>7 288</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>43 603</b>	<b>28 977</b>	<b>14 626</b>	<b>15 712</b>

PASSIF	Exercice N		Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise		1 300	1 300
Fonds statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Écarts de réévaluation		32	32
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		1 912	1 912
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau		3 066	2 852
Excédent ou déficit de l'exercice		-191	213
<b>Situation nette (sous total)</b>		<b>6 119</b>	<b>6 309</b>
<b>Fonds propres consommables</b>			
Subventions d'investissement		4 688	5 070
Provisions réglementées			
<b>Total I</b>		<b>10 807</b>	<b>11 379</b>
<b>FONDS REPORTES ET DÉDIÉS</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
<b>Total II</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour risques		35	73
Provisions pour charges		772	840
<b>Total III</b>		<b>807</b>	<b>913</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses		28	421
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		1 140	1 268
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		1 461	1 397
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		383	334
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
<b>Total IV</b>		<b>3 012</b>	<b>3 420</b>
Écarts de conversion Passif (V)			
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>14 626</b>	<b>15 712</b>

## COMPTE DE RESULTAT (K€)

	2023 Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	7 888	6 952
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 445	12 427
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	877	1 233
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2	14
<b>Total I</b>	<b>21 212</b>	<b>20 626</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	4 436	4 026
Variation de stock	29	-57
Autres achats et charges externes	3 738	3 728
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	464	427
Salaires et traitements	7 668	7 265
Charges sociales	3 123	3 009
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 123	2 141
Dotations aux provisions	772	840
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	443	424
<b>Total II</b>	<b>22 796</b>	<b>21 803</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-1 584</b>	<b>-1 177</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	205	26
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>205</b>	<b>26</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>205</b>	<b>26</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-1 379</b>	<b>-1 151</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 294	1 449
Sur opérations en capital	16	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	35	
<b>Total V</b>	<b>1 345</b>	<b>1 449</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>		
Sur opérations de gestion	40	3
Sur opérations en capital	33	3
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	35	73
<b>Total VI</b>	<b>108</b>	<b>79</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>1 237</b>	<b>1 370</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	49	6
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>22 762</b>	<b>22 101</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>22 953</b>	<b>21 888</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-191</b>	<b>213</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	4 586	3 831
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>4 586</b>	<b>3 831</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	4 586	3 831
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>4 586</b>	<b>3 831</b>



## **ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT DE L'ASPP**

### **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Total bilan avant répartition de l'exercice : **14 624 633.98€**

Compte de résultat présentant un déficit de **190 734.56€**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

## **1-DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET PRINCIPAUX EVENEMENTS DE L'EXERCICE**

### **1.1 - DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION**

L'ASPP est l'Association d'action sociale en faveur des personnels de la ville de Paris et du département de Paris.

L'association a pour objet de gérer le service de restauration, et plus largement entreprendre toute action à caractère social dans le domaine de la restauration collective.

La ville de Paris met à disposition de l'ASPP les locaux restaurants ci après, au nombre de quatorze, tous situés à Paris :

Hôtel de Ville, 9 place de l'Hôtel de Ville 4°  
Avenue de France, 121 av. de France, 13°  
Diderot Mazas, 13 rue Audubon, 12°  
Bédier, 5 av. de la Porte d'Ivry, 13°  
Mairie du 9eme, 6 rue Drouot, 9°  
Square Lesage, 2 square Lesage, 12°  
Schoelcher, 9 rue Schoelcher, 14°  
Mairie du 15eme, 141 rue Lecourbe, 15°  
Jean Rey, 9 rue Jean Rey, 15°  
Boulogne, av.de l'Hippodrome, 16°  
Mairie du 17eme, 16/20 rue des Batignolles, 17°  
Rue du Pré, 11 rue du Pré, 18°  
Jean Bart, 14 rue Jean Bart, 6°  
Vincennes, route de la Ferme, 12°.

L'ASPP est financée par une subvention de fonctionnement et une subvention d'investissement, versées annuellement par la ville de Paris, et par les recettes de son activité propre de restauration.



Pour 2023, le montant de la subvention de fonctionnement est de 12 377 000 €, le montant de la subvention d'investissement est de 300 000 € pour le renouvellement du matériel des restaurants, et de 567 000 € pour les projets de rénovation.

Trois subventions supplémentaires ont été octroyées, respectivement de **15 472, 8 000** et **3 000 euros** en supplément de la subvention de fonctionnement, pour financer la sortie du plastique dans nos restaurants.

Les relations entre la ville de Paris et l'Association sont précisées dans une convention qui a été renouvelée en janvier 2020 pour une durée de 4 année et qui pourra être reconduite deux fois pour une durée d'un an.

## **1.2 - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

Le déploiement de la nouvelle offre sur les neufs restaurants restants a été poursuivi au cours de l'année 2023, et s'est achevé par le site de Vincennes en novembre.

L'activité qui en a résulté a vu sa croissance atteindre plus de 10% en fréquentation jour par rapport à l'exercice précédent.

Un point de vente déporté, appelé Corner, a été mis en place courant Mai dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Celui-ci est approvisionné par le restaurant H de V, qui est devenu, aussi, Cuisine Centrale par la même occasion (possibilité de fabriquer pour des activités ponctuelles, produits particuliers. **Le tout fait maison**).

Le résultat du marché pour le renouvellement des Commissaires aux Comptes a reconduit le Cabinet EUREX pour 6 ans.

## **2 - CADRE CONVENTIONNEL ET METHODES COMPTABLES**

### **2.1 – Changements de méthodes comptables**

Néant.

### **2.2 – Méthodes comptables**

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 et ses règlements modificatifs, et les adaptations aux associations et fondations conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées et notamment le principe de prudence

Conformément aux hypothèses de base de :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes,

L'exercice 2023 s'inscrit dans le cadre de la convention pluriannuelle conclue le 03 décembre 2019 « pour une durée de 4 ans » et qui pourra être reconduite de manière expresse deux fois pour une durée d'un an.

**Les notes et tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.**

### **3 - LE BILAN**

#### **3.1 ACTIF**

##### Les immobilisations corporelles et incorporelles

##### **Valorisation et règles d'amortissement**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue des biens :

Logiciels	3	ans
Agencements et aménagements des constructions	3 à 10	ans
Installations générales	3 à 10	ans
Mobilier de bureau	3 à 5	ans
Matériel Production	3 à 8	ans
Vêtements, accessoires, outillage	3 à 5	ans
Mobilier de restauration	3 à 5	ans
Matériel de transport	3 à 5	ans
Matériel informatique	3 à 5	ans
Matériel de bureau	3 à 5	ans

##### **Les incidences de la mise en application de la convention sur les comptes**

La convention pluriannuelle formalise les accords passés entre l'A.S.P.P. et la collectivité parisienne et précise dans ses annexes 5 et 6 les conditions d'utilisation des locaux mis à disposition de l'association.

Les exigences conventionnelles en matière d'immobilisations sont nombreuses. L'A.S.P.P. doit :

- Utiliser les biens publics qui lui sont mis à disposition ;
- Entretenir ces biens ;
- Assurer l'acquisition et/ou réaliser le renouvellement de certains biens.

Les biens investis par l'ASPP dans les restaurants sont considérés comme des biens de reprise.

Les biens qui équipent le siège administratif sont traités comme des biens propres à l'association.

**IMMOBILISATIONS 2023 au 31 décembre**

	VALEUR BRUTE début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Logiciels	1 356 504.59 €		72 955.00
<b>Total I</b>	<b>1 356 504.59 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>72 955.00 €</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
immobilisations anciens biens de retours			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	24 936 192.71 €		468 729.21 €
Installation techniques, matériel et outillage industriels	7 791 299.90 €		493 984.91 €
matériel de transport	12 352.23 €		3 439.17 €
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 689 971.24 €		156 704.58 €
Immobilisations en cours	77 061.55 €		674 984.72 €
<b>Total II</b>	<b>34 506 877.63</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 797 842.59 €</b>
Immobilisations des biens de retour renouvelables	0.00 €		0.00 €
<b>Total III</b>	<b>-</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
dépôts	137 319.22	0.00 €	9 284.36 €
autres immobilisations financières	-		0.00 €
<b>Total IV</b>	<b>137 319.22</b>	<b>-</b>	<b>9 284.36 €</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>36 000 701.44 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 880 081.95 €</b>

	Diminutions		VALEUR BRUTE fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels		0.00 €	1 429 459.59 €	
<b>Total I</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 429 459.59 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
immobilisations anciens biens de retours			0.00 €	
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		253 680.38 €	25 151 241.54 €	
Installation techniques, matériel et outillage industriels		463 919.56 €	7 821 365.25 €	
matériel de transport		0.00 €	15 791.40 €	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		37 449.07 €	1 809 226.75 €	
Immobilisations en cours	543 782.38 €		208 263.89 €	
<b>Total II</b>	<b>543 782.38 €</b>	<b>755 049.01 €</b>	<b>35 005 888.83 €</b>	<b>0.00 €</b>
Immobilisations des biens de retour renouvelables			0.00 €	
<b>Total III</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
dépôts			146 603.58 €	
autres immobilisations financières			0.00 €	
<b>Total IV</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>146 603.58 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>543 782.38 €</b>	<b>755 049.01 €</b>	<b>36 581 952.00 €</b>	<b>0.00 €</b>

**AMORTISSEMENTS 2023 au 31 décembre**

Cadre A		Situation et Mouvements de l' Exercice				
Immobilisations Amortissables		Valeur en début d'exercice	Reclas sements	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties /Reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations Incorporelles						
logiciels		878 187	0	196 796	0	1 074 983
	Total I	878 187	0	196 796	0	1 074 983
Immobilisations Corporelles						
amortissements CAC				0		0
anciens biens de retour						0
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		19 199 239		1 269 663	253 262	20 215 639
Installation techniques, matériel et outillage industriels		6 181 287		494 743	431 405	6 244 625
matériel de transport		12 292		113	0	12 405
Matériel de bureau et informatique, mobilier		1 305 299		161 831	37 449	1 429 681
	Total II	26 698 116	0	1 926 350	722 116	27 902 350
immobilisations des biens de retour renouvelables	Total III	0	0	0	0	0
Total Général (I+II+III)		27 576 303	0	2 123 146	722 116	28 977 333

Cadre B		Ventilations des Dotations aux amortissements de l'exercice		Cadre C		Prov. Amort. Dérogatoires
Immobilisations Amortissables		Amortis. Linéaire	Amortis. Dégressifs	Amortis. Exceptionnels	Dotations	Reprises
<b>Immobilisations Incorporelles</b>						
logiciels		196 796	0	0	0	0
<b>Total I</b>		<b>196 796</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>						
amortissements CAC		0				
anciens biens de retour		0				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		1 269 663				
Installation techniques, matériel et outillage industriels		494 743				
matériel de transport		113				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		161 831				
<b>Total II</b>		<b>1 926 350</b>				
immobilisations des biens de retour renouvelables	<b>Total III</b>	0				
<b>Total Général (I + II+ III)</b>		<b>2 123 146</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Cadre D		Montant Net début d'exercice	Augmentations	Dotations exercice aux Amort.	Montant net en fin d'exercice
Mouvements des Charges A Répartir S/Plusieurs Exercices					
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					

### Les immobilisations financières

Les **146 603.58€** représentent les Dépôts de Garantie pour le Loyers du siège (125 285.01€), du restaurant Schœlcher (20 538.57€) et également la location du vélo cargo (780€).

## Les stocks

	A la fin de l'exercice	au début de l'exercice	variation des stocks	
	31/12/2023	01/01/2023	augmentation	diminution
<b>Alimentation, Boisson, Pharmacie :</b>	172 611	199 539		-26 928
<b>Autres approvisionnements :</b>	125 060	126 532		-1 472
<b>Total Stocks</b>	<b>297 670</b>	<b>326 071</b>	<b>0</b>	<b>-28 400</b>

Les stocks des centres de restauration (notamment de produits alimentaires) sont valorisés suivant la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

## Les Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale

	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Dépôts et cautionnements	146 604		146 604
<b>De l'actif circulant</b>			
Avances et acomptes versées	7 860	7 860	
Clients et comptes rattachés	299 615	299 615	
Débiteurs divers	8 728	8 728	0
Etat & autres collect. Pub.	241 259	241 259	
Charges constatées d'avance	95 266	95 266	
<b>Total</b>	<b>799 332</b>	<b>652 729</b>	<b>146 604</b>

## La Trésorerie

Le Livret Associatif souscrit en 2013 présente au 31 décembre 2023 un solde de **1 770 991.79€** et a rapporté à l'association des intérêts pour un montant avant impôts de **71 947.08€**.

Le compte à terme ouvert en octobre 2022, présente un solde au 31 décembre 2023 de **4 131 382.27€** et a rapporté un montant d'intérêt avant impôts de **133 646.70€**.

Le taux de rémunération moyen est de 3.24 %.

## Produits à recevoir

Au 31 décembre 2023, les produits à recevoir sont :

## DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

		31/12/2023	31/12/2022
418100	Produits factures non établies	0	0
468710	Produits à recevoir	0	0
518700	Intérêts courus à recevoir	86 684	18 802
468711	Sub.investissement à recevoir	0	0
	<b>Total Général</b>	<b>86 684</b>	<b>18 802</b>

## Charges constatées d'avance

### DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	31/12/23	31/12/22
plan de formation	0	0
Abonnement - documentation	3 856	3 881
Sous-traitance générale		
Sous-traitance informatique	63 157	57 979
Dépôt de garantie		
Loyer siège	0	114 760
Charges locatives siège	0	11 090
Charges locatives parking	1 496	4 274
Loyer Schoelcher	20 548	0
Charges Schoelcher	78	0
Charges Poissonniers	0	0
Charges locatives RIE	0	0
Locations TPE	1 540	1 540
Contrat appareils de levage	0	0
Contrat curage bacs à graisse	0	0
Contrat mat.frigorifique	0	0
Contrat d'entretien bien mobilier	0	0
Contrat laverie plonge	0	0
Contrats de maintenance		
Contrat de maintenance informatique		
Dératisation		
Prestation d'animation	1 587	317
Réception siège	0	1 872
Frais bancaire non soumis	0	42
Traitement des déchets	134	112
Versement sur Apprentissage		
Contrats climatisation	0	0
honoraires comptabilité et juridique	0	6 019
Médecine du travail	19	18
Assurances	1 224	1 224
Divers rémunér. intermédiaire	0	10 500
Télécoms	1 434	3 411
Publication & communication		
Formation continue autres	194	
<b>Total</b>	<b>95 266</b>	<b>217 039</b>



### 3.2 PASSIF

EXERCICE 2023

(K€)					
VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE					
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	1 300				1 300
ECARTS DE REEVALUATION	32				32
RESERVES	1 912				1 912
REPORT A NOUVEAU	2 852	213			3 066
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	213	-213	-191		-191
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>6 309</b>	<b>0</b>	<b>-191</b>	<b>0</b>	<b>6 119</b>
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES					
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	5 070		867	-1 249	4 688
PROVISIONS REGLEMENTEES					
<b>TOTAL</b>	<b>11 379</b>	<b>0</b>	<b>676</b>	<b>-1 249</b>	<b>10 807</b>

#### Subventions d'investissements

**La subvention de renouvellement de matériel reçue en 2023 a été d'un montant de 300 000€.**

**Une subvention complémentaire PIM23 de 567 000€ a été octroyée pour 2023.**

Le tableau précise les variations enregistrées en conséquence de cette décision, sur le montant de la subvention d'investissement inscrite au bilan de l'exercice :

## . Incidence du financement des investissements :

Conformément aux règles et méthodes comptables applicables à l'association, la subvention d'investissement est reprise dans le compte de résultat (affectée en produits) pour la quote-part correspondant aux dotations aux amortissements (charges) enregistrées pour l'exercice sur les biens qu'elle a permis de financer.

Les investissements acquis en 2023 ont été financés selon le détail ci-après

SUBVENTIONS 2023 au 31 décembre				
Montants versés	VALEUR BRUTE début d'exercice	Augmentations		
		Réévaluations	Acquisitions	
<b>Sub investissement</b>				
Sub 2001	128 972.81 €		0.00 €	
Sub 2004	825 250.00 €		0.00 €	
Sub 2005	500 000.00 €		0.00 €	
Sub 2006	1 000 000.00 €		0.00 €	
Sub HdV	2 126 000.00 €		0.00 €	
Sub M15	700 000.00 €		0.00 €	
Sub 2007	1 174 000.00 €		0.00 €	
Sub 2008	4 100 000.00 €		0.00 €	
Sub 2009	3 000 000.00 €		0.00 €	
Sub 2010	3 501 000.00 €		0.00 €	
Sub 2011	1 486 000.00 €		0.00 €	
Sub 2012	300 000.00 €		0.00 €	
Sub 2013	540 000.00 €		0.00 €	
Sub 2014	270 000.00 €		0.00 €	
Sub 2015	300 000.00 €		0.00 €	
Sub 2016	300 000.00 €		0.00 €	
Sub 2017	300 000.00 €		0.00 €	
Sub 2018	300 000.00 €		0.00 €	
Sub 2019	150 000.00 €		0.00 €	
Sub 2020	300 000.00 €		0.00 €	
Sub 2021	300 000.00 €		0.00 €	
Sub 2022	355 636.00 €		52 309.61 €	
Sub 2023	300 000.00 €		183 972.99 €	
PIM2023	567 000.00 €		323 280.11 €	
Sub Mazas	1 560 636.00 €		0.00 €	
Sub Boulogne	2 249 562.00 €		0.00 €	
Sub Scholecher	1 710 000.00 €		0.00 €	
Sub Bédier	337 600.00 €		0.00 €	
Sub rue du pre	3 303 438.00 €		0.00 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>31 065 785.87 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>559 562.71 €</b>	

  

	Diminutions		VALEUR BRUTE fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
<b>Sub investissement</b>				
Sub 2001			128 972.81 €	
Sub 2004			825 250.10 €	



Sub 2005			499 999.91 €	
Sub 2006			1 000 000.66 €	
Sub HdV			2 126 000.00 €	
Sub M15			700 000.00 €	
Sub 2007			1 174 000.00 €	
Sub 2008			4 100 000.00 €	
Sub 2009			3 000 000.00 €	
Sub 2010			3 501 000.00 €	
Sub 2011			1 486 000.00 €	
Sub 2012			300 000.00 €	
Sub 2013			540 000.00 €	
Sub 2014			270 000.00 €	
Sub 2015			300 000.00 €	
Sub 2016			300 000.00 €	
Sub 2017			300 000.00 €	
Sub 2018			300 000.00 €	
Sub 2019			150 000.00 €	
Sub 2020			300 000.00 €	
Sub 2021			300 000.00 €	
Sub 2022			355 636.00 €	
Sub 2023			183 972.99 €	
PIM2023			323 280.11 €	
Sub Mazas			1 560 636.00 €	
Sub Boulogne			2 249 562.00 €	
Sub Scholecher			1 710 000.00 €	
Sub Bédier			337 600.00 €	
Sub rue du pre			3 303 438.00 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>31 625 348.58 €</b>	<b>0.00 €</b>

**QUOTES PARTS SUBVENTIONS 2023 au 31 décembre**

	VALEUR BRUTE début d'exercice	Augmentations	
		Acquisitions N-1	Acquisitions N
<b>Sub investissement</b>			
Sub 2001	128 972.81 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2004	825 250.10 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2005	499 999.91 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2006	1 000 000.66 €	0.00 €	0.00 €
Sub HdV	2 126 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub M15	700 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2007	1 174 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2008	4 100 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2009	3 000 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2010	3 501 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2011	1 486 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2012	300 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Sub 2013	536 489.13 €	3 510.87 €	0.00 €
Sub 2014	255 520.75 €	6 612.75 €	0.00 €
Sub 2015	292 473.28 €	4 740.74 €	0.00 €
Sub 2016	270 944.99 €	11 552.07 €	0.00 €
Sub 2017	236 021.02 €	15 878.06 €	0.00 €
Sub 2018	207 297.44 €	27 700.55 €	0.00 €
Sub 2019	78 232.91 €	20 556.21 €	0.00 €
Sub 2020	121 793.41 €	38 143.79 €	0.00 €
Sub 2021	69 024.43 €	53 296.92 €	0.00 €
Sub 2022	25 022.72 €	54 935.31 €	7 912.67 €
Sub 2023	0.00 €	0.00 €	9 681.82 €
PIM2023	0.00 €	0.00 €	36 691.10 €
Sub Mazas	1 218 675.17 €	104 118.80 €	0.00 €
Sub Boulogne	1 239 452.45 €	254 313.90 €	0.00 €
Sub Scholecher	1 070 130.13 €	147 098.97 €	0.00 €
Sub Bédier	273 790.96 €	13 804.56 €	0.00 €
Sub rue du pre	1 314 233.34 €	426 657.77 €	0.00 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26 050 325.61 €</b>	<b>1 182 921.27 €</b>	<b>54 285.59 €</b>

	Diminutions		VALEUR BRUTE fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
<b>Sub investissement</b>				
Sub 2001		0.00 €	128 972.81 €	
Sub 2004		0.00 €	825 250.10 €	
Sub 2005		0.00 €	499 999.91 €	
Sub 2006		0.00 €	1 000 000.66 €	
Sub HdV		0.00 €	2 126 000.00 €	
Sub M15		0.00 €	700 000.00 €	
Sub 2007		0.00 €	1 174 000.00 €	
Sub 2008		0.00 €	4 100 000.00 €	
Sub 2009		0.00 €	3 000 000.00 €	
Sub 2010		0.00 €	3 501 000.00 €	
Sub 2011		0.00 €	1 486 000.00 €	
Sub 2012		0.00 €	300 000.00 €	

Sub 2013		0.00 €	540 000.00 €	
Sub 2014		0.00 €	262 133.50 €	
Sub 2015		0.00 €	297 214.02 €	
Sub 2016		0.00 €	282 497.06 €	
Sub 2017		958.93 €	252 858.01 €	
Sub 2018		2 025.79 €	237 023.78 €	
Sub 2019		699.89 €	99 489.01 €	
Sub 2020		2 894.86 €	162 832.06 €	
Sub 2021		1 658.28 €	123 979.63 €	
Sub 2022		0.00 €	87 870.70 €	
Sub 2023		0.00 €	9 681.82 €	
PIM2023		0.00 €	36 691.10 €	
Sub Mazas		0.00 €	1 322 793.97 €	
Sub Boulogne		1 837.65 €	1 495 604.00 €	
Sub Scholecher		1 442.82 €	1 218 671.92 €	
Sub Bédier		0.00 €	287 595.52 €	
Sub rue du pre		0.00 €	1 740 891.11 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0.00 €</b>	<b>11 518.22 €</b>	<b>27 299 050.69 €</b>	<b>0.00 €</b>

La partie, non consommé de la subvention 2023 et PIM23 soit **359 746.90€**, correspond à des retards de livraison liés aux difficultés d'approvisionnement et à des projets qui seront finalisés en 2024.

**PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (en €)**

NATURE DES PROVISIONS	montant au début de l'exercice	augmentation dotations de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>				
réserves de trésorerie				0
amortissements dérogatoires				0
différence sur réalisation d'élément d'actif				0
<b>Total I</b>	0	0	0	0
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
provisions pour litiges	35 000		35 000	0
provisions pour litiges perso.	38 000	35 000	38 000	35 000
provisions pour amendes et pénalités	0			0
provisions pour pensions	839 509	772 085	839 509	772 085
provisions pour grosses réparations			0	0
provisions pour risques d'emploi				0
autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
<b>Total II</b>	912 509	807 085	912 509	807 085
<b>Provisions pour dépréciation</b>				
sur immobilisations incorporelles				
sur immobilisations corporelles				
sur immobilisations financières				
sur stocks en et en-cours	0	0		0
sur comptes clients et autres créances	0		0	0
autres provisions pour dépréciation (actifs financiers)	0			0
<b>Total III</b>	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>912 509</b>	<b>807 085</b>	<b>912 509</b>	<b>807 085</b>

**Les indemnités retraite**

La provision pour indemnités retraite est déterminée en fonction de l'ancienneté, de l'âge du salarié, des dispositions de la convention collective et d'hypothèses statistiques.

- Le taux de rendement financier actifs L.T. (Valeur du TEC au 31 déc 2023) est de **2.54%**
- L'âge de départ à la retraite est de 65 ans.
- Le taux de rotation est lent
- La revalorisation des salaires : 1,012%

La provision est calculée sur la base d'une mise à la retraite par l'employeur des salariés ayant atteint l'âge de 65 ans.

**Dettes :**

**Charges à payer :**

<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>Montant Brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>A plus d'1 an</b>
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	0	0	
Avances et acomptes reçus sur commandes	374 426	374 426	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 140 138	1 127 717	12 421
Dettes personnel	891 681	891 681	
Dettes fiscales et sociales	569 348	569 348	
Dépôts reçus	28 051		28 051
Autres dettes	8 449	8 449	
<b>Total</b>	<b>3 012 092</b>	<b>2 971 621</b>	<b>40 472</b>

**DETAIL DES CHARGES A PAYER**

	<b>31/12/23</b>	<b>31/12/22</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		
408001 fournisseurs factures non parvenues biens et services	133 025	204 432
408010 fournisseurs factures non parvenues restauration	77 194	66 710
408060 fournisseurs factures non parvenues : subventions - repas	11 702	23 925
408070 aide à la construction non établie	34 552	33 046
408400 fournisseurs factures non parvenues immobilisations	56 432	0
<b>total</b>	<b>312 905</b>	<b>328 114</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
428200 dettes provision/congés à payer	550 740	513 316
428600 personnel autres charges à payer intéressement	10 248	2 190
428620 personnel autres à charges à payer	82 935	89 750
438200 charges à payer - congés payés	209 281	195 060
438600 charges à payer organismes sociaux	34 117	34 543
438620 autres charges sociales à payer	0	0
438700 SS - Produits à recevoir	0	0
438702 Remboursement Prévoyance	24 939	21 852
448200 Charges à payer - CONGES PAYES	27 537	25 666
471002 Compte d'attente Trésorerie	5 480	0
448600 Etat - Charges à payer	4 147	4 488
<b>total</b>	<b>949 424</b>	<b>886 865</b>
<b>Total Général</b>	<b>1 262 329</b>	<b>1 214 978</b>

## 4 - LE COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 CHARGES

#### Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	montant
pénalités et amendes fiscales	50
Charges litiges personnels	0
dons & libéralité	1 159
valeur nette de cession / immo.	32 933
dotations aux provisions litiges personnel	35 000
dotations aux provisions litiges	
charges exceptionnelles diverses : autres	38 661
<b>total</b>	<b>107 802</b>

### 4.2 PRODUITS

#### Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	montant
quote-part subvention investissement	1 237 207
subvention exceptionnelle	0
quote-part VNC sub d'investissement	11 518
produits de cession (immobilisations)	15 878
produits sur exercice antérieur	0
reprises litiges personnels & risques	35 000
reprises sur amortissements	0
produits exceptionnels divers	44 233
cartes perdues monétique	809
<b>total</b>	<b>1 344 645</b>

## 5 - AUTRES POINTS :

L'effectif de l'ASPP au 31 décembre 2023 est de **244** personnes dont **20** cadres et **224** non cadres soit **234** CDI et **10** CDD.

Conformément aux directives de l'article 20 de la Loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous indiquons que les rémunérations brutes versées aux trois plus hauts cadres dirigeants de l'association pour l'exercice 2023 **représentent un montant global de 335 139.12 €.**

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes est de **22 100.00€ HT.**

## 6– CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ET METHODE DE VALORISATION

### CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURES

Conformément au règlement ANC 2018-06, nous relatons ci-après les contributions volontaires en natures identifiées :

La ville de PARIS met à notre disposition 12 locaux pour un montant valorisé par la Direction de l'Urbanisme à 4 586 141 € HT (valeur 2023) pour l'exercice 2023, le local poissonniers est sortie du calcul.

La ville de PARIS met également à notre disposition certains fluides afin de nous permettre de fonctionner (électricité, eau, chauffage, etc...) pour lesquels l'absence de compteurs distincts ne nous permet pas de les valoriser.

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆